

Non aux guerres impérialistes au Moyen-Orient, non à la participation française !

Alors que les bombardements sur l'Iran se poursuivent, avec de nombreuses victimes civiles, plus de 1 200 morts à l'heure où nous écrivons, Netanyahu a lancé une nouvelle offensive contre le Liban : déjà plus de 217 morts, 300 000 personnes ont dû fuir leur maison et désormais l'armée israélienne ordonne aux habitants d'évacuer la banlieue sud de Beyrouth qui compte 700 000 habitants. Le ministre des Finances israélien, Bezalel Smotrich, l'a déclaré sans détour : « *Bientôt la banlieue sud de Beyrouth ressemblera à Khan Younés* » en référence à la ville de la bande de Gaza détruite lors du génocide des Palestiniens.

Une guerre de maintien de l'ordre impérialiste

Même cynisme du côté des États-Unis concernant l'Iran : le ministre de la Défense, Pete Hegseth, vient d'affirmer que l'intervention en cours n'avait rien à voir avec « *un exercice de construction de la démocratie* ». Comme au Venezuela, les États-Unis veulent décider du successeur de Khamenei. L'intensité des bombardements en Iran, ciblant même écoles et hôpitaux, montrent les véritables intentions des dirigeants impérialistes : mettre au pas un régime osant ne pas s'aligner sur les intérêts des États-Unis et qui, tout comme le Venezuela, fournissait la Chine en pétrole. Mais aussi terroriser des populations révoltées par leur sort : les Iraniens qui venaient une fois de plus de se soulever contre leur dictature. Au Sud Liban, l'État israélien veut semer la mort et la terreur, comme à Gaza. Alors, lorsque Trump parle des milices kurdes comme de possibles alliés pour éviter d'envoyer des troupes au sol, difficile de ne pas se souvenir que ce sont les mêmes dirigeants impérialistes qui viennent d'abandonner les Kurdes de Syrie aux milices islamistes du nouveau dirigeant syrien al-Charaa.

Non à la participation française !

Macron, lui, après avoir déclaré que « *l'Iran porte la responsabilité première de cette situation* », a dénoncé les « *risques d'embrasement* » et les « *bombardements indiscriminés* »... de l'Iran ! Il a annoncé l'envoi du porte-avion Charles-de-Gaulle en Méditerranée orientale, officiellement pour protéger les installations militaires à Chypre, ainsi que l'activation de systèmes de défense antiaérienne et la mobilisation des avions Rafale stationnés aux Émirats

arabes unis. L'impérialisme français, qui considère le Liban comme sa chasse-gardée, avale des couleuvres face à l'intervention israélienne, mais s'aligne totalement, engageant son armée derrière l'offensive de Trump et Netanyahu. Une manière de rappeler qu'il a des intérêts dans la zone, à commencer par de nombreux accords de coopération militaire, avec les Émirats, le Qatar, le Koweït, la Jordanie... et qu'il compte bien participer au festin du pillage impérialiste, même à une échelle plus modeste !

Contre l'impérialisme et la guerre : notre internationalisme !

L'agressivité des impérialistes précipite le monde dans une folie guerrière. Avant de nous envoyer en guerre tout court, c'est déjà une guerre sociale que nous mènent les capitalistes, à coup de coupes dans les budgets sociaux pour mieux augmenter les dépenses militaires. Mais nous ne sommes pas impuissants face à cette bande de criminels prêts aux pires guerres et aux pires massacres pour préserver leurs profits. En Iran, au Liban, en Palestine, comme aux États-Unis ou ici, c'est nous, les travailleurs et travailleuses, qui faisons tourner cette société, qui avons les mêmes intérêts, et c'est ce qui fait notre force !

C'est notamment ce refus d'un monde de guerre, et l'affirmation de notre solidarité internationale de travailleurs et de travailleuses que nous proposons d'exprimer le 15 mars prochain, en votant pour les listes du NPA-R, ou pour les listes de Lutte ouvrière dans les villes où nous ne sommes pas présents. Un geste de colère et de révolte face à la barbarie du monde capitaliste.

Tous ensemble

Une grève nationale est organisée aujourd'hui mardi 10. Il s'agit de protester contre le sous-investissement de l'État dans le sanitaire, le social et le médico-social. Les revendications portent également sur les salaires, bloqués et dont certains sont parfois en dessous du Smic. Eh oui, on ne peut pas distribuer des milliards aux plus riches et avoir des services publics de qualité.

Ras-le-bol

Aux Rosiers, nous ne supportons plus nos conditions de travail. Les patients sont âgés, nécessitent une prise en charge lourde et cela dans des locaux complètement inadaptés. L'effectif soignant n'est plus suffisant. Lorsque nous organisons des sorties avec les patients, celles-ci sont souvent annulées car il faut aller remplacer dans les autres pavillons. Nos emplois du temps changent régulièrement, ce qui nous empêche d'avoir une vie privée correcte. Par contre nous ne pouvons pas poser nos congés comme nous le souhaiterions, car lorsqu'il s'agit de nous remplacer, il n'y a personne. C'est dans ce contexte que nous avons avec FO interpellé la direction.

Les UP, une situation qui s'éternise

Aux urgences psychiatriques du CHU, les malades s'entassent. En janvier et en février, entre 10 et 17 patients dorment régulièrement sur des brancards alors que le service ne compte que quatre lits officiellement. Certains malades restent quelques jours, puis rentrent chez eux souvent faute de place d'hospitalisation. Un lit sur deux a fermé ces dernières années et ce n'est pas sans conséquence sur les patients ni sur nos conditions de travail.

Qui s'en met plein les poches ?

La grande distribution et l'État se rejettent la faute de l'augmentation de l'essence. De part et d'autre, on fait part d'une belle hypocrisie. Selon l'Union française des industries pétrolières le prix du litre de carburant se compose environ de 30 % du coût des matières premières, de 50 à 55 % de taxes et de 15 à 20 % de coûts de distribution. Lorsque ce prix augmente, les recettes de l'État aussi, et les distributeurs en profitent pour se faire un peu de marge. S'ils affichent immédiatement à la pompe la hausse du prix mondial du pétrole (même lorsqu'ils ont des stocks payés à l'ancien prix), ils attendent souvent plusieurs jours, voire plusieurs semaines, pour répercuter les baisses.

Il n'y a que l'automobiliste qui ne s'en met pas plein les poches.

Peines de prison ferme dans l'affaire des « vendanges de la honte »

La cour d'appel de Reims a condamné la dirigeante d'une société prestataire de services et ses hommes de main à de la prison ferme. En 2023, ceux-ci avaient exploité des ouvriers sans papiers pour des vendanges en Champagne, sans les payer et en les logeant dans des locaux insalubres. Cinquante-sept d'entre eux s'étaient portés partie civile dans cette affaire dite des « vendanges de la honte ».

La dirigeante de cette société continuera sa peine de quatre ans de prison dont deux fermes prononcée en première instance. Le propriétaire des vignes a été relaxé, car il affirmait qu'il ignorait tout de la situation. Les juges ont fait semblant de le croire.

Gérald Darmanin pour une justice expéditive

Le ministre de la Justice demande aux procureurs et présidents de tribunaux à l'avenir de tenir « en une journée » les audiences des cours criminelles départementales qui jugent 90 % des viols. Il leur suggère de limiter au maximum la citation à la barre de témoins et d'experts. Ce serait, paraît-il, un moyen d'accélérer les délais de justice et de résorber les montagnes de dossiers accumulés à cause du manque de moyens. « *Il n'est pas possible de juger correctement des affaires de viol en une seule journée* », ont tenu à réagir les coprésidentes de l'association Action juridique femmes.

Mais Darmanin s'en moque. Pour lui il s'agit de désengorger les tribunaux et de faire du chiffre. Quant à la justice, elle peut aller se rhabiller.

Union sacrée autour de Macron et de la bombe atomique

Le discours de Macron prononcé à la base navale de l'Île Longue sur le renforcement de l'arsenal nucléaire a été bien accueilli par l'ensemble des partis parlementaires. De Le Pen à Mélenchon, de nombreux responsables politiques ont accordé des bons points au chef de l'État.

Le Rassemblement national et les Républicains se sont réjouis que la décision finale d'utiliser l'arme nucléaire ne sera pas partagée avec les autres pays européens. De son côté, le leader de la France insoumise a salué de « bonnes décisions » se contentant de demander « une analyse minutieuse sur tous les plans » de la « dissuasion avancée » alors que le Parti socialiste souhaite que le Parlement puisse débattre de la question. Aussi bien la droite que la gauche s'alignent derrière Macron dans une union sacrée dont les classes laborieuses seront les grandes perdantes.

Pour nous joindre : nparevolutionnairesbesancon@gmail.com

Instagram : [npa_revo_besancon](https://www.instagram.com/npa_revo_besancon)

Site national : <https://npa-revolutionnaires.org>